

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/4079
5 août 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

LETTRE EN DATE DU 5 AOUT 1958 ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE
REPRESENTANT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

D'ordre du Gouvernement soviétique, je vous communique le texte des messages, en date du 5 août 1958, que M. N.S. Khrouchtchev, Président du Conseil des Ministres de l'URSS, a adressés à M. Harold Macmillan, Premier Ministre du Royaume-Uni, et à M. Charles de Gaulle, Président du Conseil des Ministres de la République française, en réponse à leurs messages du 31 juillet 1958, et à M. Dwight D. Eisenhower, Président des Etats-Unis d'Amérique, en réponse à son message du 1er août 1958.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ces textes comme documents des Nations Unies à tous les Etats Membres de l'Organisation.

Le représentant permanent de l'Union des
Républiques socialistes soviétiques auprès
de l'Organisation des Nations Unies

Signé : A. SOBOLEV

MESSAGE ADRESSE A M. H. MACMILLAN, PREMIER MINISTRE DU ROYAUME-UNI, PAR
M. N.S. KHROUCHTCHEV, PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'URSS

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai reçu le 31 juillet votre réponse au message que je vous avais adressé le 28 juillet au sujet de la situation qui s'est créée dans le Proche et le Moyen-Orient.

Dans ses messages précédents, le Gouvernement soviétique a démontré, preuves en mains, que c'est précisément l'intervention armée des Etats-Unis et du Royaume-Uni au Liban et en Jordanie qui a créé dans le Proche et le Moyen-Orient une situation dangereuse pour la paix. C'est pourquoi l'affirmation contenue dans votre message, selon laquelle le jugement porté par le Gouvernement soviétique sur l'action des Gouvernements britannique et américain serait dénué de tout fondement, est absolument contraire à la réalité.

Dans votre message du 31 juillet, vous soutenez, Monsieur le Premier Ministre, qu'en ce qui concerne la réunion à laquelle les Chefs de Gouvernement examineraient la situation dans le Proche et le Moyen-Orient, vous vous en tenez à la position que vous avez exposée dans votre message du 22 juillet et dont vous ne vous seriez jamais écarté. Nous ne pouvons toutefois accepter cette affirmation : en effet, ce que vous proposiez dans votre message du 26 juillet et ce que vous proposez actuellement constitue un refus de participer à une réunion des Chefs de Gouvernement en faveur de laquelle le Gouvernement britannique s'était prononcé auparavant.

Aujourd'hui, vous préconisez la convocation, aux fins indiquées, du Conseil de sécurité et non celle d'une conférence des Chefs de Gouvernement. Or le monde entier sait que le Conseil de sécurité, qui examine depuis longtemps la situation au Liban et en Jordanie, n'a pu jusqu'à présent adopter de mesures efficaces pour résoudre ce problème.

Les efforts que font les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni pour engager l'examen de la situation dans le Proche et le Moyen-Orient précisément dans la voie des discussions stériles ressortent clairement du message, en date du 1er août, que j'ai reçu de M. Eisenhower et dans lequel le Président des Etats-Unis parle en termes non équivoques d'examiner la question à une séance ordinaire du Conseil de sécurité.

Pour ce qui est de votre allusion à la possibilité d'organiser des "réunions moins officielles" des Chefs de Gouvernement, le Gouvernement américain, ainsi qu'il ressort du message déjà mentionné de M. Eisenhower, n'admet même pas la possibilité d'une rencontre des Chefs de Gouvernement en dehors de la procédure des séances ordinaires du Conseil de sécurité; pourtant on sait fort bien que, étant donné la situation qui existe actuellement au Conseil de sécurité, dont la plupart des Etats Membres appartiennent à des blocs agressifs alors que la grande République populaire de Chine n'est pas représentée, cet organe n'est pas en mesure d'aboutir à des conclusions objectives au sujet de l'intervention étrangère armée dans les Etats de l'Orient arabe.

Dès les premiers jours de l'intervention des Etats-Unis et du Royaume-Uni dans le Proche et le Moyen-Orient, l'Union soviétique a préconisé l'adoption de mesures immédiates pour mettre fin à l'agression, pour faire retirer les troupes étrangères du Liban et de la Jordanie, pour empêcher l'intervention de s'étendre et pour faire disparaître la dangereuse tension créée par les actes du Royaume-Uni et des Etats-Unis. A cette fin, le Gouvernement soviétique a proposé de convoquer une Conférence des Chefs des Gouvernements de cinq Puissances - URSS, Royaume-Uni, Etats-Unis, France et Inde - à laquelle participerait le Secrétaire général de l'ONU.

Nous regrettons que vous-même et le Président des Etats-Unis n'ayez pas jugé possible d'accepter cette proposition et que vous insistiez toujours pour que la situation dans le Proche et le Moyen-Orient continue à être examinée au Conseil de sécurité, organe qui est incapable de la régler objectivement. En conséquence, la question de la convocation d'une Conférence des Chefs des Gouvernements des cinq Puissances avec la participation du Secrétaire général de l'ONU n'a pas reçu de solution positive.

Bien que les Gouvernements du Royaume-Uni et des Etats-Unis aient rendu impossible la convocation d'une Conférence des cinq Puissances, ce dont ils sont directement responsables, nous pouvons maintenant constater que, sans aucun doute, les réclamations des peuples qui demandaient la convocation immédiate d'une telle conférence en vue de faire cesser l'intervention armée au Liban et en Jordanie, ainsi que la volonté des Etats pacifiques de mettre fin à l'agression dans le Proche et le Moyen-Orient ont obligé les instigateurs de l'intervention armée à

/...

s'abstenir, au stade actuel, de chercher à étendre l'agression à d'autres pays et en premier lieu à la République irakienne et à la République Arabe Unie. Ce n'est donc pas par hasard que les Puissances occidentales, et notamment le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont été contraintes de reconnaître la République irakienne dont les agresseurs avaient d'abord présenté l'apparition comme une menace contre la paix dans le Proche et le Moyen-Orient.

Toutefois, cela ne signifie pas que le danger d'une extension et d'une aggravation du conflit dans cette région soit écarté ni que la sécurité de la République irakienne et des autres Etats arabes soit assurée. Les troupes des interventionnistes n'ont toujours pas été retirées du Liban et de la Jordanie. Bien plus, de nouveaux contingents de troupes étrangères arrivent dans la région et de nouvelles mesures militaires sont mises en oeuvre dans les pays signataires du Pacte de Bagdad. La cessation complète de l'intervention armée dans le Proche et le Moyen-Orient et la création dans cette région de conditions propres à y délivrer les peuples de l'intervention étrangère sont toujours des questions qu'il convient de régler au plus tôt.

Les troupes étrangères doivent être immédiatement retirées du Liban et de la Jordanie car leur présence dans ces pays constitue une menace constante contre la paix et l'indépendance des peuples, ainsi qu'une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, violation que ne saurait admettre aucun Etat Membre des Nations Unies.

Dans ces conditions, le Gouvernement soviétique estime qu'il est nécessaire de poursuivre les efforts entrepris en vue de maintenir et de consolider la paix dans le Proche et le Moyen-Orient. Etant donné que les Gouvernements du Royaume-Uni et des Etats-Unis se sont refusés à ce que soit convoquée une conférence des Chefs des Gouvernements des cinq Puissances et que le Conseil de sécurité, comme nous l'avons déjà signalé, n'a pas été en mesure de régler dans l'intérêt de la paix, la situation qui s'est créée dans le Proche et le Moyen-Orient, le Gouvernement de l'Union soviétique, afin que soient prises au plus tôt les mesures nécessaires pour faire cesser l'agression, a donné pour instructions à son représentant auprès de l'Organisation des Nations Unies de demander la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies en vue de la discussion de la question du retrait des troupes des Etats-Unis du Liban et des troupes du Royaume-Uni de la Jordanie.

Le Gouvernement soviétique espère que l'examen de cette question à l'Assemblée générale, où sont représentés aussi bien les grands que les petits Etats, permettra de trouver le moyen de supprimer le danger de guerre créé dans le Proche et le Moyen-Orient par les actes du Royaume-Uni et des Etats-Unis, et rétablira le calme dans cette région.

Je crois, Monsieur le Premier Ministre, que vous reconnaîtrez avec moi que, à la suite des événements du Proche et du Moyen-Orient, qui ont fait peser sur le monde la menace d'une guerre mondiale avec les indicibles souffrances qu'elle infligerait aux peuples, il devient particulièrement urgent de créer les conditions d'une coexistence pacifique des Etats et de mettre fin à la "guerre froide" qui empoisonne toute l'atmosphère internationale. L'Union soviétique et tous les pays pacifiques s'efforcent de rapprocher le moment où aucune grande Puissance ne pourra commettre une agression, notamment contre un petit pays.

Ce sont donc précisément les grandes Puissances qui doivent s'entendre pour ne pas prendre de mesures qui mèneraient le monde au bord de la catastrophe militaire. Nous estimons qu'il convient de développer par tous les moyens les contacts et les relations entre les hommes d'Etat de tous les pays. Les rencontres personnelles entre hommes d'Etat peuvent atténuer la tension actuelle, contribuer à créer la confiance et la compréhension mutuelles entre les Etats et aider à faire fondre plus rapidement les glaces de la "guerre froide". Le Gouvernement soviétique attache une importance particulière à ces contacts et, comme vous le savez, a proposé dès le mois de décembre 1957 de convoquer une conférence d'hommes d'Etat à l'échelon le plus élevé.

Nous sommes convaincus qu'une conférence à l'échelon le plus élevé, dont la composition serait celle que nous avons proposée, aidera, moyennant les efforts de tous les participants, à trouver les moyens de mettre fin à la "guerre froide" et de rendre la guerre chaude impossible. Faisons donc le nécessaire pour qu'une telle rencontre, qu'attendent tous les peuples, ne soit pas indéfiniment retardée.

Nous attendons votre acceptation de notre proposition relative à une conférence à l'échelon le plus élevé et nous sommes disposés à prendre part à tout moment à une telle conférence. La convocation dans les plus brefs délais d'une conférence à l'échelon le plus élevé répond aux intérêts de tous les Etats, petits et grands.

En conclusion, je voudrais exprimer l'espoir que le Gouvernement du Royaume-Uni appuiera la proposition tendant à convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui pourrait amorcer la détente, préparerait le terrain pour une rencontre au sommet et rapprocherait le jour d'une telle rencontre.

Veillez agréer, etc.

N. KHROUCHTCHEV

Moscou, le 5 août 1958

MESSAGE ADRESSE A M. de GAULLE, PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES
DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE, PAR M. N.S. KHROUCHTCHEV, PRESIDENT DU
CONSEIL DES MINISTRES DE L'URSS

Monsieur le Président,

Dans le message par lequel vous répondez à mon message du 28 juillet, vous déclarez que le Gouvernement français confirme son acceptation de la proposition du Gouvernement soviétique tendant à convoquer une conférence des Chefs de gouvernement pour examiner la situation dans le Proche et le Moyen-Orient.

Nous sommes obligés de constater que ni M. Eisenhower, Président des Etats-Unis, ni M. Macmillan, Premier Ministre du Royaume-Uni, n'acceptent que soit convoquée une conférence des Chefs des gouvernements des cinq Puissances pour étudier le problème en question et qu'ils proposent de convoquer le Conseil de sécurité. En fait, donc, les grandes Puissances ne peuvent s'entendre sur la rencontre des Chefs de gouvernement. Dans sa composition actuelle, due à la politique des Etats-Unis que soutiennent le Royaume-Uni et quelques autres Etats, le Conseil de sécurité a montré son impuissance à résoudre jusqu'à présent le problème que pose la cessation de l'agression armée dans le Proche et le Moyen-Orient.

L'Union soviétique a condamné dès le début l'agression des Etats-Unis contre le Liban et l'agression du Royaume-Uni contre la Jordanie; elle a signalé la menace d'intervention qui pesait sur l'Irak et sur d'autres Etats de l'Orient arabe et elle a proposé de convoquer immédiatement une Conférence des Chefs des Gouvernements de l'URSS, de la France, des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Inde avec la participation du Secrétaire général de l'ONU, afin de prendre sans tarder des mesures pour régler la situation dangereuse pour la paix, qui s'est créée dans le Proche et le Moyen-Orient.

Bien que les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni aient rendu impossible la convocation d'une conférence des cinq Puissances, ce dont ils sont directement responsables, nous pouvons maintenant constater que, sans aucun doute, les réclamations des peuples, qui demandaient la convocation immédiate d'une telle conférence en vue de faire cesser l'intervention armée au Liban et en Jordanie, ainsi que la volonté des Etats pacifiques de mettre fin à l'agression dans le Proche et le Moyen-Orient, ont obligé les instigateurs de l'intervention armée à

s'abstenir, au stade actuel, d'étendre l'agression à d'autres pays et en premier lieu à la République irakienne et à la République Arabe Unie. Ce n'est donc pas par hasard que les Puissances occidentales, et notamment les Etats-Unis et le Royaume-Uni, ont été contraintes de reconnaître la République irakienne dont les agresseurs avaient d'abord présenté l'apparition comme une menace contre la paix dans le Proche et le Moyen-Orient.

Toutefois, cela ne signifie pas que le danger d'une extension et d'une aggravation du conflit dans cette région soit écarté ni que la sécurité de la République irakienne et des autres Etats arabes soit assurée. Comme on le sait, les troupes des agresseurs n'ont toujours pas été retirées du Liban et de la Jordanie. Bien plus, les Etats-Unis et le Royaume-Uni continuent de masser leurs forces armées dans la région et de nouvelles mesures militaires sont mises en oeuvre dans les pays signataires du Pacte de Bagdad.

La cessation complète de l'intervention armée dans le Proche et le Moyen-Orient et la création dans cette région de conditions propres à y délivrer les peuples de l'intervention étrangère sont toujours des questions qu'il convient de régler au plus tôt. Les troupes étrangères doivent être immédiatement retirées du Liban et de la Jordanie car leur présence dans ces pays constitue une menace constante contre la paix et l'indépendance des peuples, ainsi qu'une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, violation que ne saurait admettre aucun Etat Membre des Nations Unies. C'est pourquoi l'Union soviétique insiste énergiquement pour que ces troupes soient immédiatement retirées des pays en question. Cette demande est appuyée par tous les peuples pacifiques.

En fait, le Conseil de sécurité - comme l'expérience l'a montré et comme vous le savez vous-même - n'a pas été en mesure de résoudre le problème de la cessation du conflit militaire dans le Proche et le Moyen-Orient, et l'attitude négative des Etats-Unis et du Royaume-Uni nous a empêchés de nous entendre au sujet de la convocation d'une conférence des Chefs de Gouvernement pour régler cette question. Comment, dès lors, sortir de cette situation? L'Union soviétique juge nécessaire de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU pour examiner et résoudre la question du retrait immédiat des forces américaines du Liban et des forces britanniques de la Jordanie.

C'est pourquoi, le Gouvernement soviétique a donné pour instructions à son représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies de demander la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies en vue de la discussion de la question. Le Gouvernement soviétique espère que l'examen de cette question à l'Assemblée générale, où sont représentés aussi bien les grands que les petits Etats, permettra de trouver le moyen de supprimer le danger de guerre créé dans le Proche et le Moyen-Orient par les actes des Etats-Unis et du Royaume-Uni, et rétablira le calme dans cette région.

Je crois, Monsieur le Président, que vous reconnaîtrez avec moi que, à la suite des événements du proche et du Moyen-Orient, qui ont fait peser sur le monde la menace d'une guerre mondiale avec les indicibles souffrances qu'elle infligerait aux peuples, il devient particulièrement urgent de créer les conditions d'une coexistence pacifique des Etats et de mettre fin à la "guerre froide" qui empoisonne toute l'atmosphère internationale. L'Union soviétique et tous les pays pacifiques s'efforcent de rapprocher le moment où aucune grande Puissance ne pourra commettre une agression, notamment contre un petit pays. Ce sont donc précisément les grandes Puissances qui doivent s'entendre pour ne pas prendre de mesures qui mèneraient le monde au bord de la catastrophe militaire.

Le Gouvernement soviétique estime qu'il convient de développer par tous les moyens les contacts et les relations entre les hommes d'Etat de tous les pays. Les rencontres personnelles entre hommes d'Etat peuvent atténuer la tension actuelle, contribuer à créer la confiance et la compréhension mutuelles entre les Etats et aider à faire fondre plus rapidement les glaces de la "guerre froide". Nous attachons une importance particulière à ces contacts et, comme vous le savez, nous avons proposé dès le mois de décembre 1957 de convoquer une conférence d'hommes d'Etat à l'échelon le plus élevé. Nous sommes convaincus qu'une conférence à l'échelon le plus élevé, dont la composition serait celle que nous avons proposée, aidera, moyennant les efforts de tous les participants, à trouver les moyens de mettre fin à la "guerre froide" et de rendre la guerre chaude impossible.

Faisons donc le nécessaire pour qu'une telle rencontre, qu'attendent tous les peuples, ne soit pas indéfiniment retardée. Nous attendons votre acceptation de notre proposition relative à une conférence à l'échelon le plus élevé et nous sommes disposés à prendre part à tout moment à une telle conférence. La convocation dans les plus brefs délais d'une conférence à l'échelon le plus élevé répond aux intérêts de tous les Etats, petits et grands.

En conclusion, je voudrais exprimer l'espoir que le Gouvernement français appuiera la proposition tendant à convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui pourrait amorcer la détente, préparer le terrain pour une rencontre au sommet et rapprocherait le jour d'une telle rencontre.

Veillez agréer, etc.

N. KHROUCHTCHEV

Moscou, le 5 août 1958

MESSAGE ADRESSE A M. EISENHOWER, PRESIDENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE PAR
N. KROUCHTCHEV, PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'URSS

Monsieur le Président,

J'ai reçu votre lettre en date du 1er août. Je partage entièrement les vues qui y sont exprimées au sujet de l'importance de la correspondance personnelle entre les Chefs de Gouvernement. Dans les conditions dans lesquelles nous sommes placés, la correspondance personnelle doit servir l'objectif essentiel que se fixent les peuples : assurer la paix et la coexistence pacifique des Etats quelle que soit leur structure sociale.

Je pense aussi, comme vous, que nous échangeons actuellement une correspondance peu commune. Comprenez-moi bien : cette correspondance peu commune est le résultat des mesures peu communes que les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni ont prises dans le Proche et le Moyen-Orient. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont violé la paix dans cette région, en faisant intervenir leurs troupes au Liban et en Jordanie.

Dans votre lettre, vous parlez de la nécessité de recourir à l'Organisation des Nations Unies et au Conseil de sécurité devant la situation qui s'est créée dans le Proche et le Moyen-Orient. Vous signalez à juste titre que l'Organisation des Nations Unies est née dans les souffrances de la deuxième guerre mondiale. On sait que, dans son désir de maintenir la paix, l'humanité a fait fond sur les travaux de l'ONU et de son Conseil de sécurité à qui est dévolue la responsabilité principale du maintien de la paix dans le monde entier.

C'est précisément parce qu'il reconnaît ce rôle de l'ONU que le Gouvernement de l'Union soviétique a présenté au Conseil de sécurité, dès les premiers jours de l'agression des Etats-Unis et du Royaume-Uni contre les pays arabes, une proposition tendant à ce que les interventionnistes retirent leurs troupes du Liban et de la Jordanie et à ce que soit convoquée une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur cette question. Cependant, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, et certains autres pays qui sont actuellement membres du Conseil de sécurité, ont empêché le Conseil de prendre une décision en vue de normaliser la

situation dans le Proche et le Moyen-Orient. A franchement parler, il faut reconnaître que c'est précisément la politique que suivent les Etats-Unis et qu'appuient le Royaume-Uni et malheureusement certains autres Etats, qui sape les fondements de cette Organisation internationale et empêche le Conseil de sécurité de s'acquitter de ses fonctions. Point n'est besoin d'aller loin pour trouver des exemples. Les Etats-Unis n'ont-ils pas donné l'ordre à leurs troupes d'intervenir au Liban en tournant le Conseil de sécurité? Nierez-vous qu'en faisant débarquer ses troupes, le Gouvernement des Etats-Unis a placé le Conseil de sécurité devant un fait accompli? Peut-on dire que de semblables actes renforcent l'ONU et le Conseil de sécurité?

Si l'on examine la composition actuelle du Conseil de sécurité, on est forcé de conclure que, sous la pression des Etats-Unis, cet organe est devenu en fait une sorte de comité composé en majorité de pays de l'OTAN, du Pacte de Bagdad et de l'OTASE, et où le siège du représentant légitime de la grande République populaire de Chine est occupé par le représentant de ce cadavre politique qu'est Tsiang Kaï-chek.

La politique qui consiste à méconnaître la Chine populaire est une absurdité. Cette grande Puissance existe, croît et se développe, que certains gouvernements la reconnaissent ou non. Que la raison l'emporte et que la République populaire de Chine occupe la place qui lui revient de droit à l'ONU, tous les peuples s'en féliciteront, car ils comprennent que le Conseil de sécurité et l'Organisation des Nations Unies ne peuvent, sans la République populaire de Chine, être un instrument véritablement efficace qui assure le maintien de la paix et de la sécurité, comme l'exige la Charte de cette Organisation.

Il s'est ainsi créé une situation où le Conseil de sécurité est en fait paralysé et ne peut prendre, indépendamment de la volonté des Etats-Unis, aucune décision qui contribue réellement au maintien de la paix dans le monde entier.

Aucun gouvernement, s'il entend réellement se soucier de l'indépendance et de la sécurité des petits pays, ne peut s'arroger le droit d'intervenir dans les affaires de ces pays et de proclamer à cette fin toutes sortes de "doctrines". Mais alors, pourquoi donc le Gouvernement des Etats-Unis a-t-il proclamé la doctrine qui porte votre nom, et intervient-il dans les affaires des pays du Proche et du Moyen-Orient? Quand par exemple le peuple libanais, qu'indignait la politique de son président, devenu le serviteur des Etats-Unis et non celui de son peuple, a exigé son départ, il a suffi à ce président, qui a perdu la confiance du peuple, de s'adresser à vous, en violation de la Constitution de son pays, pour que le Gouvernement des Etats-Unis mette en mouvement la Sixième flotte américaine, envoie au Liban des unités de débarquement et commence à y "établir l'ordre", conformément à cette doctrine. Le Gouvernement britannique, présidé par M. Macmillan, s'est servi comme prétexte de l'appel du Roi de Jordanie, qui n'a pas l'appui de son peuple, pour intervenir avec ses forces armées dans les affaires intérieures de la Jordanie.

D'aucuns se vantent encore aux Etats-Unis d'Amérique, de ce que leur gouvernement est intervenu dans les affaires du Guatemala et a chassé le gouvernement et le président légalement élus de ce pays. Cela s'accorde-t-il aussi avec votre conception du souci de petits pays et du respect de leur indépendance et de leur dignité?

Dans ce cas, Monsieur le Président, nous ne concevons pas de la même façon les droits des peuples des petites nations. Dans le langage politique universel, de tels actes du Gouvernement des Etats-Unis constituent une violation des droits de ces peuples et un diktat; c'est justement contre cela que les peuples de tous les pays dont l'indépendance est menacée par les Etats-Unis et le Royaume-Uni mènent une lutte opiniâtre.

Si l'on voulait rappeler d'autres faits de ce genre - et point ne serait besoin de les chercher très loin -, notamment le débarquement tout récent des troupes américaines à Cuba, on serait amené à s'étendre longuement sur ce sujet et le présent message s'en trouverait allongé.

Je ne puis manquer de relever votre interprétation des événements du Proche et du Moyen-Orient. Vous soutenez que la question qui se pose au Moyen-Orient n'est pas celle d'une agression par les Etats-Unis, mais plutôt celle d'une agression indirecte. Par conséquent, lorsque vous parlez d'une certaine agression indirecte, il semble que vous-même, Monsieur le Président, tout comme nous et la majorité écrasante des autres pays, considériez l'entrée de troupes en territoire étranger comme un acte d'agression directe. Ce point de vue n'appelle aucune objection. C'est pourquoi, dans le monde entier, on estime à juste titre que l'entrée de troupes américaines au Liban et de troupes britanniques en Jordanie est une agression directe. Lorsque vous faites mention, dans votre communication, d'une agression indirecte, vous invoquez un danger imaginaire et l'on ne peut voir là qu'une tentative visant à masquer l'agression directe commise par les Etats-Unis.

D'ailleurs, les affirmations relatives à l'agression indirecte qui menacerait le Liban sont démenties par deux rapports bien connus des observateurs de l'ONU, envoyés spécialement au Liban par le Conseil de sécurité.

Dans ces conditions, nous ne comprenons pas, Monsieur le Président, de quel droit le Gouvernement des Etats-Unis s'érige en arbitre et en juge et affirme qu'il y a eu une agression indirecte au Liban. C'est probablement parce que vous ne reconnaissez pas aux peuples du Proche et du Moyen-Orient le droit de se préoccuper de leur propre sort et de déterminer la structure de leurs Etats d'une manière conforme à leurs intérêts. Vous vous trouvez-là en contradiction flagrante avec ce que vous avez dit au sujet du respect des aspirations, de la dignité et de la sécurité des petits pays.

Le monde entier sait que les événements d'ordre intérieur qui se déroulent au Liban, en Irak et en Jordanie traduisent la colère des peuples de ces pays, qui s'insurgent contre le régime imposé par les colonisateurs impérialistes. En Irak, le peuple s'est soulevé parce qu'il ne pouvait plus souffrir le joug et les excès des laquais de l'étranger. Les Etats-Unis et d'autres Puissances occidentales ont maintenant reconnu le Gouvernement républicain de l'Irak. Par conséquent, vous-même et vos alliés avez reconnu que le peuple irakien a le droit de changer l'ordre existant.

Ainsi donc, vos assertions concernant je ne sais quelle agression indirecte sont dénuées de tout fondement; elles détournent l'attention de l'agression véritable qui est commise dans le Proche et le Moyen-Orient par les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Nous regrettons, Monsieur le Président, que vous n'acceptiez pas qu'une conférence des Chefs de Gouvernement ait lieu à Moscou et que vous invchiez à ce sujet la manifestation à laquelle les Moscovites, dans leur colère, se sont livrés près de l'Ambassade des Etats-Unis pour protester contre l'intervention armée des Américains au Liban. Cette manifestation a été un témoignage de sympathie parfaitement naturel de la part du peuple soviétique à l'égard de la victime de l'agression. L'argument que vous tirez de cet événement est d'autant moins convaincant que le Gouvernement des Etats-Unis a refusé lui-même jusqu'à présent de prendre des mesures pour assurer des conditions normales de travail à la mission soviétique auprès de l'ONU et n'a pas mis un terme aux provocations systématiques dont cette mission fait l'objet de la part de certains éléments de New-York, ce qui, évidemment, n'a pu manquer d'influer sur les sentiments des citoyens soviétiques qui ont pris part à la manifestation.

Monsieur le Président, ce n'est pas notre peuple qui a commencé à se livrer à des manifestations de ce genre. Il serait souhaitable que ces manifestations cessent aux Etats-Unis. Notre peuple l'apprécierait comme il convient.

Je voudrais faire observer que notre peuple sait bien juger les événements et sait établir une distinction entre les actes commis par des voyous stipendiés contre la mission de l'Union soviétique à New-York et les sentiments véritables du peuple américain. Nous nourrissons à l'égard du peuple américain les sentiments les plus amicaux et nous nous efforçons de multiplier entre nos pays les liens culturels et économiques. Nous voulons que nos peuples se connaissent mieux l'un l'autre et unissent leurs forces pour maintenir et pour affermir la paix, pour supprimer l'incompréhension entre les différents pays et pour faire en sorte que tous les Etats vivent les uns avec les autres dans un véritable esprit de bon voisinage. L'attitude des citoyens soviétiques à l'égard du peuple américain est bien connue. On pourrait rappeler qu'au moment où des éléments irresponsables - soudoyés à

l'aide de certains fonds constitués en vue de mener des activités subversives contre des Etats n'appartenant pas aux blocs agressifs que dirigent les Etats-Unis - se livraient à des excès près de la mission soviétique à New-York, des Américains, savants, spécialistes, sportifs et touristes, ainsi que M. Adlai Stevenson, homme politique américain en vue, étaient accueillis en URSS avec la cordialité et l'hospitalité coutumières aux citoyens soviétiques.

Je voudrais maintenant revenir à la question principale, à ce qui devrait en l'espèce faire l'unique objet de notre présente correspondance, à savoir le moyen de prendre au plus tôt des mesures efficaces propres à mettre fin à l'intervention militaire des Etats-Unis et du Royaume-Uni dans le Proche et dans le Moyen-Orient. Vous estimez que l'examen de cette question doit être confié au Conseil de sécurité de l'ONU. Malheureusement, comme je l'ai déjà fait observer, vu la situation dans laquelle le Conseil de sécurité se trouve placé actuellement, et qui en fait un organe pratiquement soumis à la politique étrangère des Etats-Unis, où la majorité des représentants ne sont pas libres de faire quoi que ce soit qui s'écarte de la position des Etats-Unis, nous ne pouvons juger que votre proposition soit rationnelle. La politique des Etats-Unis à l'égard du Conseil de sécurité l'empêche de prendre des mesures efficaces, pour défendre la paix et empêcher l'agression. Elle réduit à néant l'efficacité du Conseil de sécurité en tant qu'instrument de paix.

L'Organisation des Nations Unies et le Conseil de sécurité sont des organismes internationaux nécessaires et ils doivent exprimer les aspirations pacifiques des peuples. Cependant, le Gouvernement des Etats-Unis se sert du Conseil de sécurité à des fins intéressées, en faisant agir les représentants des pays qui appartiennent aux blocs militaires où les Etats-Unis jouent un rôle prépondérant. En fait, les Etats-Unis s'efforcent de réduire le Conseil de sécurité à l'état d'organe auxiliaire de leur Département d'Etat. Il est impossible de fermer les yeux sur la

situation telle qu'elle est et de ne pas relever que le Conseil de sécurité, avec sa composition actuelle, n'est pas en mesure d'aboutir à des conclusions objectives au sujet de la situation existant dans le Proche et dans le Moyen-Orient.

Non, Monsieur le Président, la cause du maintien de la paix dans le monde entier et du renforcement de la sécurité exige que nous adoptions une attitude saine qui nous permettrait de prendre une décision positive et d'assurer la paix.

Dès les premiers jours de l'intervention anglo-américaine dans le Proche et le Moyen-Orient, l'Union soviétique a préconisé de prendre immédiatement des mesures pour mettre un terme à l'agression, pour faire retirer les troupes étrangères du Liban et de la Jordanie, pour empêcher l'intervention de s'étendre et pour faire disparaître la dangereuse tension créée par les actes des Etats-Unis et du Royaume-Uni. A cette fin, nous avons proposé de convoquer une conférence des Chefs des Gouvernements des cinq Puissances - URSS, Etats-Unis, Royaume-Uni, France et Inde - à laquelle participerait M. Hammarskjöld, Secrétaire général des Nations Unies. Nous regrettons que vous-même et M. Macmillan n'ayez pas jugé possible d'accepter notre proposition et que, en conséquence, la question de la convocation d'une conférence des Chefs des Gouvernements des cinq Puissances avec la participation du Secrétaire général de l'ONU n'ait pas reçu de solution positive.

Bien que les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni aient rendu impossible la convocation d'une conférence des cinq Puissances, ce dont ils sont directement responsables, nous pouvons maintenant constater que, sans aucun doute, les réclamations des peuples qui demandaient la convocation immédiate d'une telle conférence en vue de faire cesser l'intervention armée au Liban et en Jordanie, ainsi que la volonté des Etats pacifiques de mettre fin à l'agression dans le Proche et le Moyen-Orient ont obligé les instigateurs de l'intervention armée à s'abstenir, au stade actuel, d'étendre l'agression à d'autres pays et en premier lieu à la République irakienne et à la République Arabe Unie. Ce n'est donc pas par hasard que les Puissances occidentales, et notamment les Etats-Unis et le Royaume-Uni, ont été contraintes de reconnaître la République irakienne dont les agresseurs avaient d'abord présenté l'apparition comme une menace contre la paix

dans le Proche et le Moyen-Orient. Toutefois, cela ne signifie pas que le danger d'une extension et d'une aggravation du conflit dans cette région soit écarté ni que la sécurité de la République irakienne et des autres Etats arabes soit assurée. Les troupes des interventionnistes n'ont toujours pas été retirées du Liban et de la Jordanie. Bien plus, de nouveaux contingents de troupes étrangères arrivent dans la région et de nouvelles mesures militaires sont mises en oeuvre dans les pays signataires du Pacte de Bagdad.

La cessation complète de l'intervention armée dans la Proche et le Moyen-Orient et la création dans cette région de conditions propres à y délivrer les peuples de l'intervention étrangère sont toujours des questions qu'il convient de régler au plus tôt. Les troupes étrangères doivent être immédiatement retirées du Liban et de la Jordanie car leur présence dans ces pays constitue une menace constante contre la paix et l'indépendance des peuples, ainsi qu'une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, violation que ne saurait admettre aucun Etat Membre des Nations Unies.

Dans ces conditions, le Gouvernement soviétique estime nécessaire de poursuivre les efforts entrepris en vue de maintenir et de consolider la paix dans le Proche et le Moyen-Orient. Etant donné que les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni se sont refusés à ce que soit convoquée une conférence des Chefs des Gouvernements des cinq Puissances et que le Conseil de sécurité, comme nous l'avons déjà signalé, n'a pas été en mesure de régler dans l'intérêt de la paix la situation qui s'est créée dans le Proche et le Moyen-Orient, le Gouvernement de l'Union soviétique, afin que soient prises au plus tôt les mesures nécessaires pour faire cesser l'agression, a donné pour instructions à son représentant auprès de l'Organisation des Nations Unies de demander la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies en vue de la discussion de la question du retrait des troupes des Etats-Unis du Liban et des troupes du Royaume-Uni de la Jordanie. Le Gouvernement soviétique espère que l'examen de cette question à l'Assemblée générale, où sont représentés aussi bien les grands que les petits Etats, permettra de trouver le moyen de supprimer le danger de guerre créé dans le Proche et le Moyen-Orient par les actes des Etats-Unis et du Royaume-Uni, et rétablira le calme dans cette région.

Je crois, Monsieur le Président, que vous reconnaîtrez avec moi que, à la suite des événements du Proche et du Moyen-Orient, qui ont fait peser sur le monde la menace d'une guerre mondiale avec les indicibles souffrances qu'elle inflige aux peuples, il devient particulièrement urgent de créer les conditions d'une coexistence pacifique des Etats et de mettre fin à la "guerre froide" qui empoisonne toute l'atmosphère internationale. L'Union soviétique et tous les pays pacifiques s'efforcent de rapprocher le moment où aucune grande Puissance ne pourra commettre une agression, notamment contre un petit pays. L'agression d'un petit pays contre une grande Puissance est d'ailleurs impossible. Un petit pays ne possède pas les divisions dont vous parlez dans votre message. Il nous faut envisager avec réalisme la situation et les possibilités qui s'offrent à nous. Une guerre mondiale peut être déclenchée non pas par un petit pays, mais par une grande Puissance qui possède un grand nombre de divisions, d'armes atomiques et à l'hydrogène, de fusées, de bombardiers et d'autres engins de destruction. Ce sont donc précisément les grandes Puissances qui doivent s'entendre pour ne pas prendre de mesures qui mèneraient le monde au bord de la catastrophe militaire.

Le Gouvernement soviétique estime qu'il convient de développer par tous les moyens les contacts et les relations entre les hommes d'Etat de tous les pays. Les rencontres personnelles entre hommes d'Etat peuvent atténuer la tension actuelle, contribuer à créer la confiance et la compréhension mutuelle entre les Etats et aider à faire fondre plus rapidement les glaces de la "guerre froide".

Nous attachons une importance particulière à ces contacts et, comme vous le savez, nous avons proposé dès le mois de décembre 1957 de convoquer une conférence d'hommes d'Etat à l'échelon le plus élevé. Nous sommes convaincus qu'une conférence à l'échelon le plus élevé, dont la composition serait celle que nous avons proposée, aidera, moyennant les efforts de tous les participants, à trouver les moyens de mettre fin à la "guerre froide" et de rendre la guerre chaude impossible.

Faisons donc le nécessaire pour qu'une telle rencontre, qu'attendent tous les peuples, ne soit pas indéfiniment retardée. Nous attendons votre acceptation de notre proposition relative à une conférence à l'échelon le plus élevé et nous

sommes disposés à prendre part à tout moment à une telle conférence. La convocation dans les plus brefs délais d'une conférence à l'échelon le plus élevé répond aux intérêts de tous les Etats, petits et grands.

En conclusion, je voudrais exprimer l'espoir que le Gouvernement des Etats-Unis appuiera la proposition tendant à convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui pourrait amorcer la détente, préparerait le terrain pour une rencontre au sommet et rapprocherait le jour d'une telle rencontre.

Veillez agréer, etc.

N. KEROUCHTCHEV

Moscou, le 5 août 1958
